



Les grands titres:

- France : l'ONU condamne un nouvel attentat meurtrier « barbare et lâche » à Nice
- L'UNESCO estime qu'environ 263 millions d'enfants dans le monde ne sont pas scolarisés
- Iraq : l'ONU appelle à se préparer à « l'après-libération » de Mossoul
- Hongrie : l'ONU préoccupée par une nouvelle loi jugée restrictive contre les réfugiés
- RDC : le Conseil de sécurité souligne l'importance d'élections pacifiques et crédibles pour le pays
- Journée des compétences des jeunes : l'ONU appelle à créer des emplois pour la jeunesse
- L'UNESCO inscrit quatre nouveaux sur sa Liste du patrimoine en péril
- Syrie : le chef des droits de l'homme de l'ONU s'inquiète du sort des civils pris au piège dans trois villes

France : l'ONU condamne un nouvel attentat meurtrier « barbare et lâche » à Nice



Avant l'ouverture d'une réunion sur la situation en Iraq, vendredi 15 juillet 2016, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU observent une minute de silence en mémoire des victimes de l'attentat perpétré la veille à Nice, dans le Sud de la France. Photo : ONU / Manuel Elias

15 juillet - Plusieurs hauts responsables des Nations Unies ont condamné l'attaque terroriste qui a eu lieu à Nice, dans le Sud de la France, le jeudi 14 juillet 2016, jour de la fête nationale du pays, dans lequel des dizaines de personnes ont trouvé la mort.

Selon la presse, dans la soirée de jeudi, des milliers de personnes s'étaient rassemblées sur la très populaire promenade des Anglais dans le centre-ville de Nice pour assister aux festivités traditionnelles de la fête nationales, quand un camion blanc a foncé dans la foule, renversant les personnes se trouvant sur son passage. Le chauffeur a ensuite été abattu. Le dernier bilan du Ministère de l'intérieur français indique que 84 personnes ont trouvé la mort dans cette attaque, dont plusieurs enfants, et que 188 blessés ont été pris en charge dans des établissements de santé, dont 48 dans un état d'urgence absolue.

Dans un communiqué de presse publié par son porte-parole, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné vendredi « cet acte horrible ». Il a adressé ses pensées et condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au gouvernement et au peuple de France, et a en outre souhaité un prompt rétablissement aux personnes blessées.

Le Secrétaire général a appelé à ce que tous les responsables de ce massacre soient « rapidement identifiés et traduits en justice ». Il a dit se tenir « fermement » au côté du gouvernement français et de la population du pays, dans leur lutte contre la menace terroriste.

Il s'agissait du troisième attentat terroriste de masse en France en 19 mois, après les attaques de janvier et novembre 2015 à Paris, dans lesquelles, selon la presse, 147 personnes avaient été tuées au total.

Dans une déclaration de presse publiée jeudi soir, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont quant à eux également condamné dans les termes les plus forts cette attaque terroriste, qu'ils ont qualifiée de « barbare et lâche ».

Le Conseil a réaffirmé que le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations constitue l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité internationale.

Les 15 membres ont réitéré que tous les actes de terrorisme étaient criminels et injustifiables par nature, quelle que soit les motivations de leurs auteurs. Ils ont réaffirmé la nécessité pour tous les États de combattre par tous les moyens, dans le respect de la Charte des Nations Unies, des droits de l'homme et du droit international des réfugiés et humanitaire, les menaces à la paix et la sécurité internationale posées par des actes terroristes.

Le lendemain, vendredi, avant la tenue d'une réunion sur la situation en Iraq, les membres du Conseil de sécurité ont par ailleurs observé une minute de silence en mémoire des victimes de l'attentat.

De son côté, la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a déclaré le soutien de son agence envers la France dans cette épreuve.

« La France, Etat hôte de l'UNESCO, a une fois de plus été durement touchée hier soir à Nice par une folie meurtrière qui frappe au cœur des valeurs de fraternité et de vivre ensemble qui réunissaient tant de personnes en ce jour de fête nationale du 14 juillet », a déclaré Mme Bokova.

« Cette barbarie ne l'emportera jamais face à notre résolution commune de poursuivre sans relâche nos efforts de prévention de l'extrémisme violent qui s'appuient sur l'éducation à la citoyenneté globale et aux droits de l'homme, au respect de la diversité culturelle, et qui misent sur le pouvoir de la culture comme force d'inclusion sociale », a-t-elle ajouté, précisant que l'UNESCO était déterminée à redoubler d'efforts pour lancer des actions visant à ancrer les valeurs de paix, de dialogue et de diversité au sein de nos sociétés.

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) s'est également dite, dans un communiqué de presse, « sous le choc » après cet « abominable attentat ».

« Au nom de la communauté internationale du tourisme, l'OMT présente ses plus sincères condoléances aux familles et aux proches des victimes et assure le peuple et le gouvernement français de son entière solidarité », a déclaré le Secrétaire général de l'OMT, Taleb Rifai. « Nice est, et restera, une destination touristique de premier plan, en France et dans le monde. Face à ce fléau, nous devons plus que jamais rester unis pour combattre cette menace mondiale », a-t-il ajouté.

L'UNESCO estime qu'environ 263 millions d'enfants dans le monde ne sont pas scolarisés



Des étudiants d'une école primaire de République démocratique du Congo (RDC). Photo: Baquie mondiale/Dominic Chavez

15 juillet - L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a appelé vendredi à investir davantage dans la scolarisation des enfants, après la publication d'un nouveau rapport faisant état de taux de déscolarisation alarmants chez les 6 à 17 ans.

Selon ce rapport, coréalisateur par l'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU) et le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous, environ 263 millions d'enfants et d'adolescents dans le monde en âge d'aller à l'école primaire, au collège et au lycée ne sont pas scolarisés. Les taux de déscolarisation les plus élevés constatés par l'étude concernent l'Afrique subsaharienne.

« Les pays ont promis de fournir à chaque enfant une éducation primaire et secondaire d'ici 2030. Ces nouveaux résultats montrent l'ampleur du travail qu'il nous reste à accomplir si nous voulons atteindre cet objectif », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, dans un communiqué de presse annonçant la publication du rapport.

Cette étude, intitulée 'Leaving no one behind: How far on the way to universal primary and secondary education?' ('Ne laisser personne de côté : où en est la réalisation de l'éducation primaire et secondaire universelle ?'), répartit le nombre d'enfants déscolarisés par groupe d'âge : environ 61 millions pour les enfants de 6 à 11 ans, 60 millions pour ceux 12 à 14 ans et 142 millions pour ceux de 15 à 17 ans.

Selon le rapport, il existe des disparités dans l'accès à l'éducation en fonction du sexe, du lieu de résidence, du revenu des parents et de l'existence d'un conflit armé. Il indique par ailleurs que les jeunes entre 15 à 17 ans sont quatre fois plus susceptibles d'être déscolarisés que les enfants âgés de 6 à 11, en partie parce que l'enseignement primaire et secondaire est obligatoire dans presque tous les pays, alors que le secondaire supérieur ne l'est pas nécessairement. « De plus, ces jeunes sont souvent en âge de travailler. Beaucoup d'entre eux n'ont pas d'autre choix que de travailler tandis que d'autres essaient d'aller à l'école et travailler au même temps », a souligné M. Bokova.

Le rapport constate également que, malgré les efforts entrepris et les progrès réalisés au cours des deux dernières décennies, 15 millions de filles en âge d'aller à l'école primaire n'auront jamais la chance d'apprendre à lire ou à écrire, comparé à 10 millions de garçons. Plus de la moitié de ces filles, à peu près neuf millions, vivent en Afrique subsaharienne, précise le rapport.

Il note en outre que la pauvreté crée un obstacle supplémentaire pour les filles. En Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest, selon les analyses du Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous, les écarts de taux de scolarisation entre filles et garçons sont les plus importants dans les régions les plus pauvres.

« Nous devons nous concentrer sur l'inclusion dès le plus jeune âge et tout au long du cycle d'apprentissage et sur les politiques qui abordent les obstacles à chaque étape, en apportant une attention particulière aux filles, qui sont les plus d'avantagées », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO.

Iraq : l'ONU appelle à se préparer à « l'après-libération » de Mossoul



Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Iraq, Jan Kubiš, devant le Conseil de sécurité. Photo : ONU/Amanda Voisard

15 juillet - Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Iraq, Jan Kubiš, a appelé vendredi le gouvernement iraquien et la communauté internationale à anticiper politiquement et sur le plan humanitaire la future libération de Mossoul du joug de Daech.

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation en Iraq, M. Kubiš a déclaré que les récentes victoires stratégiques remportées par les forces pro-gouvernementales contre Daech, y compris la reprise des villes de Falloujah et Qayyarah au groupe terroriste, mettaient désormais la libération de Mossoul « fermement à l'ordre du jour ».

Dans cette perspective, le Représentant spécial a souligné l'urgence pour les dirigeants politiques et communautaires irakiens, notamment au sein du Conseil des représentants, de se préparer à « l'après-libération » et mettre l'accent sur la réconciliation « pour que la période de l'après-Daech de l'histoire irakienne soit plus stable, plus sûr et plus prospère que par le passé ».

« Nous ne pourrions obtenir durablement la paix ou la sécurité sans un compromis historique pour mettre un terme aux politiques de divisions que sont l'intolérance, l'inégalité et l'injustice politique et sociale », a-t-il affirmé.

Il a également averti la communauté internationale que les opérations militaires à venir à Mossoul risqueraient d'engendrer la plus importante et délicate crise humanitaire dans le monde en 2016.

Le Représentant spécial a par ailleurs indiqué que la reprise de Falloujah à Daech ne devait pas occulter la capacité du groupe à lancer des attaques dévastatrices, en dépit de ses pertes militaires. « Alors que le projet de gouvernance de Daech en Iraq s'effondre, le groupe a de plus en plus souvent recours à des tactiques brutales et à l'utilisation de kamikazes », a-t-il poursuivi, prenant pour exemple la récente série d'attaques terroristes ayant pris pour cible des civils dans la capitale Bagdad.

« Heureusement, ils ont jusqu'à présent échoué dans leur tentative de raviver les confrontations sectaires », a-t-il ajouté.

Le Représentant spécial a en outre souligné que la situation humanitaire s'était détériorée dans le pays depuis la reprise

Falloujah, précisant que plus de 10 millions d'Iraquiens avaient désormais besoin d'une aide humanitaire, dont les 3,4 millions de personnes déplacées par Daech en 2014.

Devant les Quinze, Jan Kubiš a par ailleurs appelé les autorités à rechercher et libérer plus de 640 hommes et garçons qui auraient été enlevés par un groupe de miliciens impliqués dans la reprise de Falloujah à Daech, Kataaib Hezbollah. Ils auraient été capturés par Kataaib Hezbollah le 1er juin, alors qu'ils fuyaient leur village, Saqlawiyah, situé à proximité de Falloujah.

Hongrie : l'ONU préoccupée par une nouvelle loi jugée restrictive contre les réfugiés



15 juillet - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit vendredi profondément préoccupé par l'adoption d'une nouvelle loi en Hongrie renforçant le contrôle de ses frontières, ainsi que par la montée de la violence contre les demandeurs d'asile à la frontière du pays avec la Serbie.

« Nous sommes profondément préoccupés par les nouvelles restrictions mises en œuvre par la Hongrie pour bloquer les demandeurs d'asile [aux frontières] et par des rapports sur l'usage de violence et d'abus », a déclaré un porte-parole du HCR, William Spindler, lors d'une conférence de presse à Genève.

La nouvelle loi adoptée par la Hongrie étend le périmètre des contrôles aux frontières à 8 kilomètres à l'intérieur du territoire hongrois et autorise la police à intercepter des individus à l'intérieur de cette zone et à les renvoyer de l'autre côté de la frontière, a expliqué le porte-parole. « On demande alors aux demandeurs d'asile de se rendre dans l'une des 'zones de transit' placées le long de la frontière [serbo-hongroise] pour présenter une demande d'asile », a précisé M. Spindler, ajoutant qu'à l'heure actuelle, seulement deux zones de transit étaient opérationnelles.

Le porte-parole du HCR a précisé que, depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, 664 individus au total ont été renvoyés à travers la clôture érigée par les autorités à la frontière. En outre, le gouvernement a considérablement augmenté la sécurité des frontières, avec 10.000 soldats et officiers de police supplémentaires, mais aussi des drones et des hélicoptères de surveillance.

« Ces restrictions sont en contradiction avec l'Union européenne et la loi internationale », a déclaré M. Spindler. « Les États ont l'obligation de garantir que ces personnes soient traitées avec humanité, sécurité et dignité, et qu'elles aient accès à l'asile, si elles le souhaitent ».

Selon le HCR, le nombre de réfugiés et de migrants à la frontière serbo-hongroise a atteint plus de 1.400 personnes, qui attendent d'entrer dans les zones de transit ou dans le centre d'accueil d'urgence à Subotica, en Serbie.

Selon le porte-parole, le HCR continue de recevoir des rapports d'abus et de violence contre les personnes appréhendées dans les zones de transit ou dans les centres de détention de la police. « Le HCR a demandé aux autorités hongroises d'enquêter sur ces rapports », a précisé M. Spindler.

Il a ajouté que les conditions des personnes qui attendent d'entrer dans les zones de transit sont « désastreuses ». Le HCR, ses partenaires et les ONG ont intensifié l'aide à ces personnes, en fournissant notamment plus de nourriture, d'eau et de soins médicaux.

« Le HCR est prêt à soutenir les gouvernements de la Hongrie et de la Serbie pour gérer la situation à leur frontière commune », a ajouté M. Spindler.

RDC : le Conseil de sécurité souligne l'importance d'élections pacifiques et crédibles pour le pays



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo (RDC), Mamam S. Sidikou, devant le Conseil de sécurité. Photo ONU/Manuel Elias

15 juillet - Le Conseil de sécurité de l'ONU a souligné vendredi l'importance de procéder à des élections pacifiques et crédibles en République démocratique du Congo (RDC), conformément à sa constitution, pour la stabilité, le développement et la consolidation de la démocratie dans le pays.

Dans une déclaration de presse, le Conseil a souligné l'urgence qu'il y avait à convoquer un « dialogue politique ouvert, inclusif et pacifique entre toutes les parties prenantes, centré sur la tenue d'élections ».

Les 15 membres ont également souligné la nécessité de « protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales en RDC », de garantir un « environnement propice à des élections libres, justes, pacifiques, crédibles, ouvertes, transparentes et opportunes », conformément à la Constitution du pays, et dans le respect de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance.

Le Conseil a par ailleurs exprimé son soutien envers la décision prise par l'Union africaine d'entreprendre des consultations pour encourager toutes les parties prenantes à participer au dialogue, ainsi qu'envers la nomination, le 6 avril dernier, de l'ancien Premier ministre du Togo, Edem Kodjo, en tant que facilitateur du dialogue.

Ils ont salué les efforts déployés par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la RDC, Maman Sidikou, et par l'Envoyé spécial de l'ONU pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, afin de faciliter ce dialogue entre les acteurs politiques. Ils ont aussi pris note du communiqué, publié le 4 juillet dernier, suite à la réunion inaugurale du Groupe de soutien international pour la facilitation du dialogue national en RDC. Les membres du Conseil ont ainsi exhorté toutes les parties prenantes nationales à coopérer pleinement avec cette facilitation internationale, nommée par l'Union africaine, et à participer au dialogue.

Le Conseil a exprimé sa « profonde préoccupation face à l'augmentation des restrictions de l'espace politique en RDC », en particulier les récentes arrestations et détentions de membres de l'opposition politique et de la société civile. Il s'est également dit préoccupé par les restrictions des libertés fondamentales, telles que la liberté d'opinion et d'expression, et par les retards en cours dans les préparatifs électoraux. Le Conseil a donc exhorté le gouvernement de la RDC, ainsi que toutes les parties concernées, à respecter les droits de l'homme et renoncer à la violence et la provocation.

Les 15 membres ont reconnu les efforts déployés par les autorités congolaises et surtout par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), avec le soutien de différents partenaires, en vue de réviser le registre des électeurs. Ils ont souligné la nécessité pour les autorités congolaises de prendre toutes les mesures nécessaires pour procéder à cette révision sans délai.

Journée des compétences des jeunes : l'ONU appelle à créer des emplois pour la jeunesse



Un jeune jordanien, après avoir suivi une formation professionnelle dispensée par le PNUD, travaille désormais pour LG Company, à Amman. Photo : Alessandra Blasi / PNUD

15 juillet - A l'occasion de la Journée mondiale des compétences des jeunes, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et son Envoyé pour la jeunesse, Ahmad Alhendawi, ont appelé vendredi les dirigeants mondiaux à placer l'emploi des jeunes au centre de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

« Le monde n'a jamais compté autant de jeunes qu'aujourd'hui, une génération dont la communauté internationale reconnaît de plus en plus les besoins et le potentiel », a déclaré M. Ban dans un message rendu public pour la Journée.

Le chef de l'ONU s'est dit fier d'avoir placé la question des jeunes au cœur de ses priorités et d'avoir nommé le tout premier Envoyé pour la jeunesse, dont le rôle est d'entretenir le dialogue entre l'ONU et les jeunes du monde entier.

Il a ajouté que l'attention internationale dont bénéficie cette question intervient à un moment critique. « Bien que l'avenir de la société repose sur eux, les jeunes rencontrent trop souvent des obstacles à leur épanouissement personnel », a-t-il en effet noté, précisant que plus de 73 millions d'entre eux sont sans emploi, ce qui fait qu'un jeune a trois fois plus de chances d'être au chômage qu'un adulte.

Le Secrétaire général a estimé que la crise économique qui frappe de nombreux pays rend plus nécessaire que jamais de lutter contre le chômage des jeunes. « En raison de la précarité des emplois, trop de jeunes dans les pays en développement sont des travailleurs pauvres sans perspective d'avenir, qui survivent avec difficulté sans contrat de travail et sans protection sociale », a-t-il déclaré, ajoutant que les créations d'emploi sont insuffisantes pour absorber tous ceux qui arrivent sur le marché du travail.

Il a rappelé que les dirigeants mondiaux ont promis de les aider dans cette voie. « Très ambitieux, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 préconise de doter un nombre toujours plus élevé de jeunes des compétences dont ils ont besoin pour accéder à l'emploi, obtenir un travail décent et développer leur esprit d'entreprise », a-t-il précisé, ajoutant qu'en offrant aux jeunes une formation professionnelle, on leur donne les moyens de contribuer au règlement des nombreux maux qui affligent les sociétés, notamment la pauvreté, l'injustice et les conflits violents.

M. Ban a souligné que l'Initiative mondiale en faveur de la création d'emplois décents pour les jeunes lancée par l'ONU, qui réunit les organismes des Nations Unies, les gouvernements, les entreprises, les établissements d'enseignement, les associations de jeunes et d'autres partenaires, vise précisément à multiplier les actions dans ce domaine et à améliorer leur efficacité.

« À l'occasion de cette Journée mondiale des compétences des jeunes, renouvelons notre détermination à investir davantage dans l'autonomisation des jeunes », a dit le chef de l'ONU. « Si nous tenons nos promesses, ceux-ci pourront mieux concrétiser les objectifs de l'ONU dans le domaine de la paix, du développement durable et des droits de l'homme pour tous ».

De son côté, l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse, Ahmad Alhendawi, a déclaré dans un communiqué de presse : « Les sondages montrent de faibles niveaux de base en termes d'alphabétisation, de calcul et de compétences informatiques chez les jeunes générations ».

M. Alhendawi a souligné que pour véritablement mettre en œuvre Programme de développement durable à l'horizon 2030, les jeunes devaient être placés au centre de l'action mondiale. « Et veiller à ce qu'ils connaissent une transition en douceur vers le marché du travail sera l'un des facteurs clés pour déterminer à la fois le succès et la réalisation des ODD [objectifs de développement durable] », a-t-il affirmé.

L'UNESCO inscrit quatre nouveaux sur sa Liste du patrimoine en péril



Le siège de l'UNESCO à Paris. Photo UNESCO/M. Ravassard

15 juillet - Le Comité du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui se réunit depuis le 10 juillet à Istanbul, en Turquie, dans le cadre de sa 40ème session, a annoncé vendredi avoir inscrit quatre nouveaux sites en Chine, en Inde, en Iran et en Micronésie sur la Liste du patrimoine en péril.

Dans un communiqué de presse, l'UNESCO a précisé que les sites concernés sont : le paysage culturel de l'art rupestre de Zuojiang Huashan, en République populaire de Chine, le site archéologique de Nalanda Mahavihara, dans l'Etat du Bihar, en Inde, le qanat perse, en République islamique d'Iran, et le centre cérémoniel Nan Madol, en Micronésie. L'agence a précisé que ce dernier site a été inscrit simultanément sur la Liste du patrimoine mondial et sur la Liste du patrimoine en péril.

Cette dernière est conçue pour informer la communauté internationale des conditions menaçant les caractéristiques mêmes qui ont permis l'inscription d'un bien sur la Liste du patrimoine mondial et mobiliser le soutien de la communauté internationale en faveur de la protection de ces sites.

Le paysage culturel de l'art rupestre de Zuojiang Huashan (Chine)

Situés sur des falaises abruptes dans les régions frontalières du sud-ouest de la Chine, ces 38 sites d'art rupestre illustrent la vie et les rituels du peuple des Luoyue. Ils datent d'une période s'étendant du Ve siècle avant J.-C. au IIe siècle après J.-C. Ils s'inscrivent dans un paysage fait de karst, de rivières et de plateaux et donnent à voir des cérémonies qui ont été interprétées comme représentant la culture des tambours en bronze, autrefois dominante dans la Chine méridionale. Ce paysage culturel est aujourd'hui le seul témoin de cette culture.

Le site archéologique Nalanda Mahavihara (Inde)

Le site de Nalanda Mahavihara est situé dans l'Etat du Bihar, au nord-est de l'Inde. Il s'agit des vestiges archéologiques d'une institution monastique et scolastique en activité du IIIe avant J.-C. au XIIIe siècle de notre ère. Il comprend notamment des stupas, des viharas (bâtiments résidentiels et éducatifs), des sanctuaires et d'importantes œuvres d'art en stuc, pierre et métal. Nalanda se distingue en tant que plus ancienne université du sous-continent indien, une institution qui a transmis un savoir organisé sur une période ininterrompue de 800 ans. Le développement historique du site témoigne de l'évolution du bouddhisme en une religion et de l'épanouissement des traditions monastiques et éducatives.

Le qanat perse (Iran)

Dans l'ensemble des régions arides de l'Iran, l'agriculture est soutenue par l'ancien système de qanats qui puisent l'eau des sources aquifères en amont des vallées et la font circuler par gravité le long de tunnels souterrains, souvent sur de nombreux kilomètres. Les onze qanats qui composent ce site et représentent ce système comprennent aussi des aires de repos pour les travailleurs, des réservoirs d'eau et des moulins à eau. Le système de gestion traditionnel encore en place permet un partage et une distribution de l'eau équitables et durables. Les qanats apportent un témoignage exceptionnel sur des traditions culturelles et des civilisations de zones désertiques au climat aride.

Le centre cérémoniel Nan Madol (Micronésie)

Nan Madol est une série de 99 îlots artificiels formés de pierre basaltique et de blocs de corail située au large de l'île de Pohnpei. Ces îlots abritent les vestiges de palais, de temples, de sépultures et de domaines résidentiels en pierre, érigés entre 1200 et 1500 ans après J.-C. Ces vestiges représentent le centre cérémoniel de la dynastie Saudeleur, une période dynamique de la culture insulaire du Pacifique. L'échelle colossale de ces édifices, le perfectionnement technique et la concentration des structures mégalithiques témoignent de la complexité des pratiques sociales et religieuses des sociétés insulaires de l'époque. Le site a été inscrit simultanément sur la Liste du patrimoine mondial en péril en raison des menaces qui pèsent sur le site, notamment l'envasement des voies navigables qui favorise la croissance incontrôlée de la mangrove et fragilise les

constructions.

La 40ème session du Comité du patrimoine mondial se poursuivra jusqu'au 20 juillet sous la présidence de la Directrice générale des affaires culturelles et de la promotion à l'étranger au ministère turc des affaires étrangères, Lale Ülker.

Syrie : le chef des droits de l'homme de l'ONU s'inquiète du sort des civils pris au piège dans trois villes



Des enfants collectent de l'eau à Alep, en Syrie. Photo OCHA/Josephine Guerrero

15 juillet - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a tiré vendredi la sonnette d'alarme face à la situation de plus en plus désespérée d'au moins 200.000 civils, pris au piège dans trois villes syriennes qui ont été le théâtre de combats intenses au cours des dernières semaines.

« Le pays est déjà un vaste cimetière dévasté », a déclaré M. Zeid dans un communiqué de presse, exhortant « toutes les forces qui gagnent actuellement du terrain à Alep, Darayya et Manbij, ainsi que celles qui se battent dans d'autres parties de la Syrie malgré les trêves déclarées, à prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas infliger de souffrances aux centaines de milliers de civils pris au piège dans les zones de conflit ».

Il a précisé que dans ces trois villes, les forces gouvernementales et leurs alliés ont gagné ces dernières semaines du terrain sur leurs opposants.

Bien que le nombre de crimes de guerre déjà perpétrés en Syrie aille « au-delà des pires cauchemars », le Haut-Commissaire a déclaré que les forces d'attaque comme de défense, ainsi que leurs bailleurs de fonds étrangers, avaient la capacité de minimiser le nombre des nouvelles victimes civiles et d'éviter que d'autres crimes et atrocités ne soient commis. « Ils doivent le faire », a-t-il ajouté.

M. Zeid a également appelé les parties à pourvoir aux besoins fondamentaux des populations assiégées, notamment en ce qui concerne leur accès à l'eau et à la nourriture. « Affamer intentionnellement des civils est une violation grave des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et peut constituer un crime de guerre », a-t-il précisé.

Il a ajouté que les responsables de telles violations devaient être traduits en justice. « Même s'ils se sont tellement endurcis qu'ils ne se soucient plus des femmes, enfants et hommes innocents dont le sort est entre leurs mains, ils devraient garder à l'esprit qu'un jour, ils devront répondre de tous ces crimes », a dit le Haut-Commissaire.